

ARRÊTÉ FIXANT LES LOYERS ET LA DURÉE DES CONVENTIONS PLURIANNUELLES DE PÂTURAGE

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,
préfet des Bouches-du-Rhône,

Vu l'article L 481-1 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu la loi n°72-12 du 3 janvier 1972 relative à la mise en valeur pastorale modifiée par les lois n°85-1496 du 31 décembre 1985 et n°90-85 du 23 janvier 1990 ;

Vu les arrêtés interministériels du 25 février 1991 et du 28 février 1994 fixant les zones du département des Bouches-du-Rhône dans lesquelles les dispositions de la loi n° 72-12 du 3 janvier 1972 susvisée sont applicables ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2024 portant organisation de la direction départementale interministérielle des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du Président de la République en date du 19 novembre 2025 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté de la Première ministre et du ministre de l'intérieur et des outre-mer du 16 juin 2023 portant nomination de M. Patrick VAUTERIN en qualité de directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône à compter du 1^{er} juillet 2023 ;

Vu l'arrêté n°113-2025-12-01-00016 du 1^{er} décembre 2025 portant délégation de signature à M. Patrick VAUTERIN, directeur départemental interministériel des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône

Vu l'arrêté n°13-2025-12-02-00009 du 2 décembre 2025 portant délégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône

Vu l'arrêté ministériel du 23 juillet 2025 constatant pour 2025 l'indice national des fermages ;

Vu l'avis favorable émis par la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux en date du 6 novembre 2025;

Vu l'avis du 21 novembre 2025 émis par la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône.

ARRÊTÉ :

Article 1^{er} :

L'arrêté préfectoral fixant les loyers et la durée des conventions pluriannuelles de pâturage du 26 novembre 2024 est abrogé.

Article 2 : montant des loyers

Dans les zones définies par les arrêtés interministériels susvisés en date du 25 février 1991 et du 28 février 1994, dans lesquelles des conventions pluriannuelles de pâturage peuvent être conclues dans les conditions de l'article L-481-1 du code rural et de la pêche maritime, le montant du loyer sera calculé en euros et suivant les modalités ci-après :

2.1 - Terres sans bâtiment :

	Valeur locative par hectare et par an en euros	
	Minimum	Maximum
Coussouls et marais de Crau	12,29	49,20
Marais hors Crau	6,17	24,58
Pâturage des regains des prairies naturelles irriguées	147,56	245,95
Bois, landes et enganes	0,12	12,29
Herbe de printemps et cultures fourragères	307,43	614,86

2.2 - Bâtiments d'exploitation :

Suivant leur état et leur équipement, la présence de bâtiments d'exploitation sur les biens loués peut donner lieu à une majoration de la valeur locative dans une fourchette de 1,43 € à 2,22 € au m² (surface hors d'œuvre nette) suivant leur durée d'utilisation.

Article 3 : durée

Les conventions pluriannuelles de pâturage, régies par la loi modifiée n°72-12 du 3 janvier 1972 précitée ainsi que par le présent arrêté, ne pourront en aucun cas être conclues pour une durée inférieure à cinq (5) ans.

Au-delà de la convention initiale, le contrat se renouvellera par tacite reconduction triennale sauf si l'une des parties demande d'y mettre un terme en signifiant son congé par lettre recommandée avec avis de réception six (6) mois avant l'expiration du contrat initial ou à l'expiration d'une des périodes triennales

Article 4 : revalorisation

Les montants des loyers des terres et des bâtiments d'exploitation, tels que prévus à l'article 2, sont actualisés chaque année selon l'évolution de l'indice national de fermage.

L'indice de fermage est fixé pour la campagne agricole 2025-2026 pour l'ensemble des Bouches-du-Rhône à 123,06 L'indice 2025 est en progression de 0,42 % par rapport à 2024.

Les montants des loyers des bâtiments d'habitation sont actualisés sur la base de l'indice de référence des loyers publié par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE).

Sa valeur au deuxième trimestre 2025 est de 146,68 soit une hausse de 1,04 % par rapport à la valeur de 2024.

Article 5 : autorisation d'exploiter

Si le preneur est tenu d'obtenir une autorisation d'exploiter en application de l'article L. 331-2 du code rural, la convention pluriannuelle de pâture est conclue sous réserve de l'octroi de ladite autorisation.

Article 6 : délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans le délai de deux mois suivant sa publication.

Il peut également, dans le même délai, faire l'objet d'un recours gracieux, auprès du préfet des Bouches-du-Rhône, ou hiérarchique, auprès du ministre en charge de l'agriculture.

L'exercice du recours gracieux ou hiérarchique suspend le délai de recours contentieux.

Article 7 :

Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État.

Fait à Marseille, le 4 décembre 2025

Pour le préfet et par délégation,
la cheffe du service de l'agriculture
et de la forêt,

Signé

Faustine BARDEY